

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 15 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

ALPA ACIERIE LAMINOIRS PARIS  
ZI de Limay-Porcheville  
BP 39  
78440 PORCHEVILLE

Code AIOT : 0006503465

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 mai 2023 dans l'établissement ALPA ACIERIE LAMINOIRS PARIS, ZI de Limay-Porcheville PORCHEVILLE (78440). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

A l'invitation de la société ALPA de Porcheville, l'inspection a participé à un exercice en lien avec son Plan d'Opération Interne (POI) qui doit être testé en situation réelle à minima tous les deux ans. Plusieurs services du SDIS étaient représentés et ont participé à la mise en œuvre de l'exercice. Le scénario d'accident grave retenu et transmis en amont de l'évènement était :  
« Incendie au parc à ferraille suite à une fuite d'hydrocarbure ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALPA
- ZI de Limay-Porcheville Porcheville (78440)
- Code AIOT : 0006503465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'ALPA à Porcheville abrite une aciérie qui permet de couler de l'acier à partir de déchets d'acier à recycler. Les billettes qui sortent de l'aciérie encore rouge, environ à 600°, sont amenées vers le laminoir. Elles y sont modelées dans leur forme définitive de ronds à béton, prêts à être expédiés pour former la structure du béton armé dans les chantiers de construction.

Le site doit tester son plan d'opérations internes (POI) à des intervalles n'excédant pas trois ans (art. R181-58 du code de l'environnement),

Les scénarios d'accidents majeurs peuvent être anticipés ou improvisés sur le moment.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en oeuvre du Plan d'opération interne

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. La synthèse de la fiche est la suivante :

**La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 4 novembre 2015, Titre 19	/	Lettre préfectorale de suite	6 mois

### 2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constats

Le Titre 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°35760 du 4 novembre 2015 prescrit la réalisation, a minima tous les deux ans, d'exercices simulant un accident au sein de l'installation. Ces exercices sont réalisés en liaison avec les services d'incendie et de secours, et l'inspection des installations classées est informée de la date retenue.

Les scénarios d'évènement testés lors des exercices peuvent être définis en amont de la réalisation de l'exercice ou au moment de la réalisation de l'exercice. Le choix des scénarios est réalisé sur la base des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers.

L'exercice s'est déroulé dans une ambiance concentrée avec des équipes concernées par le souci de le mener à bien. La réalisation de cet exercice concernant le plan d'opérations interne a cependant, mis en évidence la nécessité de rendre le POI plus opérationnel (notamment, fiches réflexes par scénario, cohérence des actions, amélioration du repérage des actions et de leurs conséquences, ergonomie de la salle POI, etc) et revoir les documents supports que sont l'Étude de dangers (EDD) et le Plan d'opération interne (POI) .

Afin de tester les réactions spontanées, le prochain exercice similaire pourrait être organisé autour d'un scénario non connu à l'avance par les participants. De plus, il est rappelé qu'outre les exercices globaux sur le POI, il est nécessaire de mener régulièrement des entraînements ciblés sur les différentes tâches pratiques et actions de communication/coordination qu'il comporte.

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Prévention des risques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 4 novembre 2015, Titre 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le Plan d'opération interne (POI), établi suivant la réglementation en vigueur définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférant, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations, et l'environnement.</p> <p>Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I ; l'avis du comité est transmis au préfet.</p> <p>Ce plan est également transmis à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. Il est mis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier lorsque l'installation est placée sous la responsabilité d'une personne déléguée, l'administration ou les services d'intervention extérieurs disposent d'une assistance technique au sein de l'établissement ou auprès des personnes qu'il aura désignées et aient communiqué de toutes les informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention en cas d'accident.</p> <p>Des exercices sont réalisés à minima tous les deux ans, en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice et le compte rendu lui est adressé.</p> <p>La société ALPA met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. En cas d'accident, la société ALPA assure la direction du POI.</p> <p>L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers. Il transmet copie de cette information au préfet et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude de dangers ou des mises à jour relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a participé à un exercice organisé par l'exploitant pour tester la mise en œuvre de son plan d'opération interne. Plusieurs sections des services du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) étaient présentes.</p> <p>Le scénario d'accident grave retenu et transmis en amont de l'évènement aux services du SDIS et à l'inspection par l'exploitant est la survenue d'un :</p> <p>« Incendie au parc à ferraille suite à une fuite d'hydrocarbure »</p> <p><b><u>Les documents supports de l'exercice :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La dernière révision de l'étude de danger (EDD) date de 2007; elle a été mise à jour en mai 2011 et décrit vingt neuf scénarii d'accidents majeurs.</li> <li>• Le plan d'opération Interne (POI) - version mise à jour le 31/03/2022 : Le scénario d'accident est identifié dans le POI comme « Incendie dans la fosse à ferraille ». Le POI identifie quelques causes possibles pour l'accident et ses conséquences, avec des effets toxiques ( dispersion de monoxyde de carbone).</li> </ul>

Le POI ne présente pas une fiche réflexe spécifique à chaque scénario : seule une fiche réflexe générique succincte est présentée pour tous les scénarii d'incendie, quel que soit leur lieu de survenue.

La fiche du scénario dans le POI fait référence à l'EDD en citant le scénario n°1 de l'EDD, mais ce scénario porte le numéro 9.2. dans l'évaluation détaillée des risques de l'EDD et le n°1 dans l'évaluation préliminaire des risques de l'EDD présentée au chapitre 8.3 de l'EDD; la lecture des deux documents en parallèle et en recherche de cohérence n'est pas aisée.

Par ailleurs, L'inspection constate par sondage que les références numériques des scénarios de l'étude de dangers précisées dans le POI ne correspondent pas toujours aux scénarios identifiés dans l'EDD dans l'évaluation préliminaire des risques ou dans l'évaluation détaillée des risques.

Par exemple, le POI indique que le scénario présenté à la page 45 du POI « fuite d'eau dans le four poche » correspond au scénario 32 de l'étude de dangers. Or dans le chapitre 8.3 – Synthèse de l'analyse préliminaire des risques de l'EDD, ce scénario correspond au scénario n°35 « fuite d'eau au four poche » et au scénario 9.17 de l'analyse détaillée des risques.

**Conclusion :** les documents de l'EDD et du POI ne sont pas en cohérence, notamment en termes de numérotation .

#### **Les intervenants :**

Pour l'exploitant : Le directeur des opérations internes (DOI) est désigné ainsi qu'un DOI adjoint, une responsable de la communication et des responsables techniques qui feront la liaison entre la salle des opérations où se prennent les décisions et d'où partent les ordres à destination du secteur d'accident. Un observateur a également été désigné.

Pour le SDIS : Différents services du SDIS sont présents dans la salle DOI ; d'autres sont à la manœuvre sur site et réagissent aux appels reçus. Le SDIS et les personnels désignés par l'exploitant qui connaissent bien le site travaillent en binôme. Trois véhicules du SDIS, avec leurs équipages, ont été impliqués dans l'exercice.

Pour l'inspection : un inspecteur a observé en salle DOI, et deux en suivi des opérations sur le secteur de l'accident.

#### **La salle où se trouve la direction des opérations internes :**

La salle est située à l'entrée du site et de l'accueil, éloignée des flux de l'aciérie et/ou du laminoir. Elle abrite une armoire spécifique qui renferme les documents supports aux événements d'accident grave dont le POI, les plans du site avec des zooms sur certains secteurs de l'installation et les moyens de communications propres à la prise en charge des situations d'urgence.

Elle est équipée d'un tableau triptyque blanc dédié aux situations d'urgence graves, et pré-renseigné avec les éléments/Informations à remplir chronologiquement tout au long du déroulement de l'évènement pour assurer un suivi chronologique le plus rigoureux possible.

L'inspection note que le responsable de la communication double-saisit certaines données sur ordinateur portable.

#### **Les équipements :**

A proximité du lieu où l'incendie a été déclaré, étaient positionnés un robinet d'incendie armé (RIA) et un poteau incendie.

Le lieu permettant de couper l'électricité de la zone du parc à ferrailles est installé dans un bâtiment à proximité de la zone. L'obturateur du réseau des eaux pluviales et du réseau des eaux industrielles est situé à proximité de l'entrée du site.

Les appareils portatifs de communications sont opérationnels, l'appel au poste de garde est effectué depuis le téléphone portable du chef de service Ferraille.

L'équipe de l'inspection en observation sur le lieu de l'accident constate que les responsables des interventions terrain de l'exploitation, pourtant déjà munis de talkie/walkie intégrés à l'usage quotidien, ont dû revenir chercher ceux dédiés aux situations d'urgence, stockés dans la salle DOI.

L'équipe de l'inspection constate également que le balisage de la zone a été réalisé après l'arrivée des pompiers et que des restrictions d'accès du personnel présent dans les autres bâtiments à proximité du lieu de l'incendie simulé n'ont pas été mises en place.

La porte du bâtiment situé devant le lieu de l'incendie est restée ouverte pendant toute la durée de l'exercice, au risque d'une propagation plus rapide du feu et des fumées.

#### **Les téléphones d'urgence :**

L'inspection constate que plusieurs numéros de téléphones sont erronés, les appels ne peuvent aboutir : la liste des numéros d'urgence est à mettre à jour, afin que toutes les entités concernées soient informées.

Sur l'exemple de l'appel passé à l'inspection des installations classées (standard de l'unité départementale), il est rappelé à l'exploitant d'indiquer le début mais également la fin de l'exercice.

Les numéros auxquels prévenir l'inspection sont rappelés à l'exploitant dans un message dédié

#### **Remarques sur le déroulé de l'exercice :**

Il était prévu que l'exercice ait un blessé à déplorer : une personne qui a fait un malaise à 25 m de hauteur.

L'inspection a constaté que les informations passées par téléphone au SDIS lors de l'appel pour déclarer l'incident ont permis d'identifier la présence de cette personne et les moyens nécessaires pour la secourir.

Le SDIS a envoyé un camion adapté permettant de faire descendre la personne et a assuré sa prise en charge. L'infirmière du site a été dépêchée sur place une fois que la sécurité de son déplacement a été assurée selon les informations reçues par la salle DOI.

L'inspection note que l'ambiance générale est concentrée et attentive. Cependant, le fait de connaître d'avance le scénario et les implications de l'accident ont permis une réflexion en amont et une préparation de l'exercice qui ne serait pas possible en situation réelle.

Une fiche réflexe dédiée au scénario, aurait permis de lister les équipements nécessaires pour le personnel sur place.

Les informations qui remontent du terrain sont parfois erronées, notamment sur la fermeture des fluides ou des obturateurs, dont la chronologie n'a pas été correctement remontée et consignée en salle DOI.

#### **Conclusion :**

Le compte rendu de l'exercice, accompagné d'un plan d'actions éventuel, est à remettre dès qu'il sera rédigé à l'inspecteur en charge du suivi de l'installation.

De plus, il convient que l'exploitant améliore l'opérabilité de son POI, par :

- des fiches plus précises par accident,
- des fiches réflexe pour chacun des intervenants,
- une amélioration de l'ergonomie des outils de communication (par exemple, un canal d'urgence à utiliser sur les talkies du quotidien, plutôt que d'aller chercher des talkies dédiés)...
- la prise en compte, dans les fiches actions, de l'analyse des risques générés par ces actions, telles que les coupures de fluides (par exemple, vérifier l'impact d'une coupure générale de l'alimentation en eau ou en gaz sur la sécurité des fours), dans les différentes situations prévisibles de fonctionnement de l'installation (fours en marche ou à l'arrêt).
- une amélioration des transmissions d'information sur les actions réalisées (fermetures de vannes par exemple), afin que le DOI puisse avoir à tout instant une vision précise de la situation .
- la prise en compte de l'emplacement des coupures du site (dont les coupures électriques) et la

<p>pertinence des trajets d'accès à ces secteurs et à ces coupures par rapport aux flux intenses potentiels.</p> <p>Une réflexion pourrait également être menée sur l'intérêt d'avoir, en accompagnement de la fiche de scénario d'accident grave, une fiche réflexe propre à chaque scénario, détaillant les actions de base et les équipements potentiellement utilisables et disponibles sur site.</p> <p>L'exploitant doit mettre en cohérence les documents de son POI avec son EDD, ce qui n'exclut pas un travail de mise à jour de cette dernière si nécessaire.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Bien que l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015 n'impose pas de fréquence de mise à jour de l'EDD, la dernière mise à jour de l'EDD date de mai 2011, l'inspection encourage vivement l'exploitant à prévoir la mise à jour de l'étude de danger à l'échelle globale du site.</p> <p>Dans cette éventualité, l'exploitant devra également mettre en cohérence les deux documents : EDD et POI, conformément à l'article R.181-54 du code de l'environnement.</p> <p>Par ailleurs, pour le futur exercice POI à mettre en œuvre d'ici deux ans au maximum, conformément aux dispositions du titre 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 novembre 2015, l'exploitant pourrait envisager un scénario non connu à l'avance afin de privilégier l'expérimentation de l'urgence sans connaissance préalable.</p> <p>Celui-ci pourrait être proposé par les équipes extérieures à l'installation : SDIS et/ou inspection des installations classées, éventuellement dans des délais plus courts.</p> <p>En complément, l'inspection recommande la réalisation d'exercices ponctuels pour s'assurer de la mise à niveau continue des équipes sur les équipements de secours et les gestes propres à ces outils (manipulation des lances incendie, des RIA...), sur le contenu du POI et sur la circulation des informations en situation d'accidents majeurs.</p> <p>Lors du retour à chaud de l'expérience, les services du SDIS et de l'inspection ont notamment recommandé un suivi strict et chronologiquement rigoureux des fermetures des différents fluides/énergie pour garantir la sécurité des pompiers, ainsi que le suivi des conditions météo : sens du vent, entre autres.</p> <p>Le flux de poids lourds étant important sur le site pendant les heures d'ouverture, les services du SDIS ont aussi signalé à l'exploitant le besoin d'une réflexion autour de l'accès au site par les engins de secours en cas d'accident, pour éviter des éventuels blocages des engins des services de secours dont l'accès au site pourrait être empêché ou retardé.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection s'interroge sur le fonctionnement des équipes en mode nuit et en cas de congés des personnes référentes, sur le passage de relais vers les personnels récemment intégrés : une réflexion pourrait être menée sur la prise en charge des événements lors des périodes à la marge du fonctionnement habituel.</p>
<p><b>Conclusions globales :</b></p> <p>Outre la transmission du compte-rendu d'exercice (et des pistes d'améliorations qu'il a permis d'identifier), l'exploitant doit informer l'inspection de la mise en cohérence de son POI avec son étude de dangers, après mise à jour de cette dernière si nécessaire et transmettre la dernière version du plan à l'inspection.</p> <p>L'inspection a transmis la liste mise à jour des numéros de téléphone qui devront être mis à disposition des utilisateurs pour les exercices et éventuels événements à venir</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale de suite</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

